

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 Valence

Valence, le 25/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC SOCODELI**

1195 Chemin des Caires  
26 800 Étoile-sur-Rhône

Références : 20240314-RAP-DAEN0244  
Code AIOT : 0006102575

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement CHIMIREC SOCODELI implanté 1195 Chemin Les Caires 26 800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site d'Étoile-sur-Rhône est exploité par la société CHIMIREC SOCODELI depuis 2022, au terme d'une procédure d'autorisation de changement d'exploitant.

L'activité principale de ce site est la collecte des huiles usées, ainsi que des déchets de garages (liquides de refroidissement, filtres à huiles, batteries...). Les installations du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°671 du 25 février 1999, modifié par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010. Le site relève de la Directive IED au titre des rubriques 3510 et 3550, il est donc classé prioritaire.

Rappelons que l'éco-organisme CYCLEVIA a été constitué fin 2021 dans le cadre du principe de Responsabilité Élargie des Producteurs (REP) applicable aux huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, à partir du 1er Janvier 2022. Cet éco-organisme a pour vocation

d'endosser la responsabilité des producteurs en matière de collecte et de traitement des huiles usées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC SOCODELI
- 1195 Chemin Les Caires 26 800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site comprend notamment :

– un bâtiment composé essentiellement de bureaux et d'un local de dépotage des huiles usées. La collecte de ces huiles est assurée au moyen de deux camions citerne.

– de 6 cuves aériennes de stockage de 65 m<sup>3</sup> chacune, dont 5 affectées au stockage d'huiles usées et une au stockage de liquides de refroidissement.

Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets stockés ailleurs que dans les cuves, telles que des filtres à huile ou des chiffons souillés par exemple. L'exploitant confirme qu'il ne pratique plus le stockage de ce type de déchets pour le moment.

L'exploitant précise que la quantité annuelle d'huiles usées collectées baisse au fil des ans. Parmi les facteurs expliquant cette baisse, il cite la part croissante des véhicules électriques vendus par rapport aux véhicules thermiques : En 2023, cette quantité se situe aux alentours de 2 500 tonnes.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de l'inspection, les origines possibles d'un incendie dans le site ont été abordées, ce qui a conduit l'inspection à demander à l'exploitant :

- Le rapport le plus récent de contrôle des installations électriques du site : L'exploitant présente un rapport de la société DEKRA datant du 11 janvier 2024, aucune non-conformité n'y est relevée. Notons que le contrôle des mises à la terre des cuves de stockage d'huiles usées n'est pas explicitement mentionné. Par courriel du 28 février 2024, l'exploitant nous communique un courriel de la société DEKRA confirmant que les essais de mise à la terre sont bien réalisés dans le cadre de ses prestations.

- Le rapport le plus récent de contrôle du dispositif de protection contre la foudre du site : L'exploitant présente un rapport de contrôle de la société DEKRA datant du 15 juin 2021. Ce rapport date de plus de 2 ans, l'inspection demande s'il n'y a pas un rapport plus récent. L'exploitant n'en trouve pas, mais il présente un relevé mensuel du compteur de coups de foudre : Ce compteur indique "0". Il a été vérifié le jour de l'inspection, lors de la visite des lieux, il indique "0". Par courriel du 28 février 2024, l'exploitant annonce qu'une vérification du dispositif de protection contre la foudre sera réalisée le 28 mars 2024.

- Le registre de sécurité du site a également été examiné, ses points essentiels sont les suivants :

- 16/11/2023 : Vérification par la société CHUBB de l'installation d'alarme et de contrôle
- 30/11/2023 : Contrôle par la société GSB des extincteurs
- 11/01/2024 : Contrôle par la société DEKRA de l'installation électrique
- 01/02/2024 : Contrôle par la société DEKRA du portail d'entrée du site et du rideau métallique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article 6.1.2	Demande d'action corrective et de justificatif	1 mois
5	Directive IED-Émissions résultant d'accidents/incidents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 Point VIII	Demande d'action corrective ou de dérogation argumentée à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45	Sans objet
3	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Sans objet
4	Directive IED-SME	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection effectuée a conduit à découvrir un point de non-conformité notable à traiter :  
L'absence de bassin de confinement des eaux d'extinction d'un incendie éventuel.

L'exploitant n'a pas de projet de développement des activités de ce site à court terme.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Surveillance du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie/intrusion – Astreinte
<b>Prescription contrôlée :</b> Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, pendant et en dehors des heures de travail.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'évolution significative du dispositif de surveillance du site

en place, il est identique à celui décrit le 15 septembre 2022, date de la dernière inspection effectuée sur le site.

Ce dispositif est composé :

- de 8 caméras vidéo et infra-rouge ;
- de détecteurs de présence par faisceaux infra-rouges ;
- d'un détecteur de coupure de courant.

Dans le bureau du site, un écran permet de voir les images des 8 caméras. Dehors, des détecteurs de présence par faisceaux infra-rouges sont aperçus.

L'exploitant précise que c'est la société CHUBB DELTA qui assure la télévidéosécurité du site.

Le dispositif est relié, d'une part directement à l'exploitant, qui peut donc faire une levée de doute au moyen des caméras, d'autre part à la société AQUILA, qui doit faire une levée de doute physique.

L'agent qui se rend sur place ne rentre pas dans le bâtiment, mais regarde par les fenêtres. Plusieurs bons de passage de la société AQUILA sont examinés par l'inspection, ils n'appellent pas d'observations particulières, si ce n'est qu'ils sont à l'entête de la société JR Sécurité. En fait, il semblerait que la société CHUBB DELTA sous-traite la mission de levée de doute physique (et peut-être d'autres missions) à la société JR Sécurité, qui la sous-traite à la société AQUILA.

Notons qu'à l'entrée du site se trouvent deux panneaux d'information, ils n'affichent pas le même numéro de téléphone à appeler en cas de nécessité, cette apparente incohérence est à corriger.

L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'incendie (ou début d'incendie) dans le site depuis la dernière visite d'inspection effectuée le 15 septembre 2022.

L'exploitant rappelle qu'un gardien est toujours en place dans son site exploité à Beaucaire, toutes les informations du site d'Étoile Sur Rhône transmises par le dispositif de détection ou l'agent de la société AQUILA lui parviennent. Il peut donc alerter la direction de la société CHIMIREC en cas de nécessité. Il faut au moins une heure pour faire le trajet entre Beaucaire et Étoile Sur Rhône.

Mais l'exploitant souligne qu'en cas d'incendie, les sapeurs-pompiers agiront immédiatement, ils n'ont pas besoin de la présence physique de l'exploitant. Par contre, ils pourront contacter l'exploitant ou son représentant par téléphone en cas de nécessité. Ils disposeront d'un inventaire à jour du contenu de chaque cuve de stockage (voir plus loin).

L'exploitant précise que le site d'Étoile Sur Rhône est exploité avec deux camions qui collectent des huiles usées dans les garages de Drôme-Ardèche. Sauf situation particulière, les chauffeurs de ces camions arrivent le matin dans le site pour prendre leur camion stationné à l'intérieur du bâtiment, ils remarqueraient immédiatement d'éventuelles infractions ou dégradations.

L'exploitant précise que le site n'a fait l'objet d'aucune visite de la part des sapeurs-pompiers. Ce point conduit l'inspection à s'interroger sur la possibilité pour eux d'intervention sans l'exploitant en cas d'incendie : Ce point important mérite d'être éclairci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant rappelle que l'utilisation de Trackdéchets pour la collecte des huiles usées (collecte essentielle de déchets pour le site d'Étoile Sur Rhône) n'est exigée que depuis le 1er janvier 2024. Pour les autres activités exercées dans son site situé à Beaucaire, l'utilisation de Trackdéchets a été entreprise à partir du 1er janvier 2022.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a connaissance de cette base de données numérique. Il signale par contre que les petits producteurs d'huiles collectées en Drôme-Ardèche (petits garages) ont parfois du mal à se plier aux contraintes liées à cette évolution. Mais il considère que les nouvelles habitudes qui s'imposent seront rapidement prises.</p> <p>Les deux chauffeurs assurant la collecte des huiles usées pour le site d'Étoile Sur Rhône sont équipés d'un téléphone mobile dans lequel se trouvent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– leur tournée à effectuer ;</li> <li>– les bordereaux numériques à remplir et à faire signer par le producteur des huiles usées collectées. Mais un code est à préciser par le producteur, qui ne l'a pas toujours. Avant de se rendre sur place, la prudence impose donc de téléphoner aux intéressés pour s'assurer qu'ils ont bien le code.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que la société CHIMIREC dispose d'un logiciel privé appelé UNICOM pour recenser les données nécessaires à la gestion des déchets dangereux collectés dans l'ensemble de ses sites. Ainsi, tous les chauffeurs de la société CHIMIREC assurant la collecte des déchets utilisent UNICOM uniquement, ils n'ont pas à utiliser Trackdéchets.</p> <p>En effet, une passerelle est en place entre UNICOM et Trackdéchets, les transferts de données sont assurés par des personnes de la société CHIMIREC ayant les connaissances requises. Ceci permet d'assurer un bon niveau de sécurité.</p>

L'exploitant présente à l'inspection sur écran quelques tableaux des données d'UNICOM, ainsi que 2 bordereaux de suivi de déchets récents.

Ces bordereaux ne sont pas complets. Dans un courriel daté du 5 mars 2024, l'exploitant rappelle qu'un délai de 3 mois est accordé à chaque destinataire d'un bordereau pour le retourner complété et signé.

Pour ce qui concerne les 2 bordereaux évoqués ci-dessus, il ne sera donc à priori pas possible de les avoir complets, dans le cas où si les huiles sont envoyées en Italie chez Itelyum Régénération, afin d'être régénérées. En effet, un document transfrontalier est alors créé et engendre une perte de traçabilité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

**Prescription contrôlée :**

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.

[...]

III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné

à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

**Constats :**

L'exploitant précise que son logiciel privé appelé UNICOM (voir point de contrôle précédent) constitue le registre. Une extraction des collectes et enlèvements effectués durant le mois de janvier 2023 est transmise à l'inspection.

L'utilisation du registre national des déchets n'est à priori pas de nature à poser problème à l'exploitant, mais l'inspection n'a pas été en mesure de contrôler ce point du fait de difficultés d'accès au registre national des déchets.

L'examen de l'extrait du registre du mois de janvier 2023 permet de constater que le principal centre de traitement des huiles usagées a été VALORTEC/ORTEC Industrie, un second centre est aussi mentionné, il s'agit d'ITELYUM RÉGÉNÉRATION S.R.L. Pour le liquide de refroidissement collecté, c'est la société CHIMIREC SOCODELI qui le traite dans son centre de Beaucaire (ultrafiltration et décoloration par charbon actif, afin de produire du liquide de refroidissement régénéré).

L'exploitant précise que les exutoires de régénération utilisés pour les huiles usées collectées au niveau du site d'ETOILE SUR RHÔNE sont notamment :

- La société VALORTEC à ROGNAC et à BERRE (13) ;
- La société ECO HUILE à LILLEBONNE (76 170) ;
- La société OSILUB à GONFREVILLE L'ORCHER (vers le HAVRE) ;
- La société ITELYUM Régénération S.R.L, à PIEVE-FISSIRAGA, en ITALIE.

L'exploitant souligne que l'unique éco-organisme actuel dans le domaine des huiles usées est CYCLEVIA. Il impose notamment :

- le recyclage d'au moins 75 % des huiles collectées ;
- la collecte d'huiles usagées à partir d'une quantité minimale de 200 l seulement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Directive IED-SME**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I

**Thème(s) :** Autre, Système de management environnemental

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; (...)
5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : (...)
- d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour(...).

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection effectué le 15 septembre 2022, ce point avait été abordé de façon générale.

L'objectif est cette fois d'examiner des audits internes ou externes, réalisés pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues, a été correctement mis en œuvre et tenu à jour.

L'exploitant présente à l'inspection un audit interne du site d'Étoile Sur Rhône, dont le pilote est madame Sophie ROBERT, Assistante QSE de la société CHIMIREC SOCODELI. Cet audit date du 6 février 2024, il s'intitule « Audit Prévention ». Les auditeurs sont C. VANNIER et N. FIXOT.

L'exploitant précise que :

C. VANNIER est consultant préventeur assurances, intervenant sur tous les audits prévention des différentes filiales du Groupe CHIMIREC ;

N. FIXOT est directeur du patrimoine immobilier du Groupe CHIMIREC.

Les domaines examinés sont notamment :

La sécurité passive : Contrôle périodique des installations de protection contre la foudre notamment.

La sécurité active : Caractéristiques hydrauliques des poteaux d'incendie du site ou proches du site.

Ordre et propreté : Débroussaillage autour du site, dépoussiérage régulier des équipements et des structures des bâtiments.

Cet audit a permis de constater la nécessité de mener quelques actions correctives d'importance à priori mineure.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Directive IED- Émissions résultant d'accidents/incidents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1 Point VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, Émissions résultant d'accidents/incidents

**Prescription contrôlée :**

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas de telles procédures. Les émissions incidentelles ou accidentelles possibles ne peuvent être que des huiles usées ou du liquide de refroidissement en attente dans l'une des 6 cuves du site de 65 m<sup>3</sup> de capacité chacune.

L'exploitant signale que chacune de ces cuves est équipée d'une sonde de niveau avec report des informations dans le site de Beaucaire. Chaque soir, un état des stocks est réalisé et à disposition des sapeurs-pompiers, dans l'éventualité d'un sinistre. La quantité de liquide contenu dans chaque cuve est précisée, ainsi que la quantité globale stockée dans le site pour chaque catégorie de liquide.

Un exemplaire de l'état des stocks au 26 février 2024 est remis à l'inspection :

- Les cuves 1 à 4 contiennent des huiles usées, elles sont remplies entre 46 % et 68 % de leur capacité.
- La cuve 5 contient des huiles solubles à 59 % de sa capacité.
- La cuve 6 contient du liquide de refroidissement à 41 % de sa capacité.

#### Débordements :

L'existence d'une sonde de niveau pour chaque cuve de stockage réduit le risque de débordement, mais ne le supprime pas. L'exploitant signale en effet que les sondes ne sont pas reliées à des alarmes mais à un logiciel Fuel IT qui prévient le responsable Maintenance en cas de dépassement de 60 % des capacités des cuves. Lorsque c'est le cas, une vérification est demandée le jour même ou le jour ouvré suivant auprès du chauffeur présent sur le site. Cela laisse le temps de prévoir l'envoi des huiles usées dans un centre de traitement (valorisation ou incinération) autorisé.

L'exploitant signale qu'il est prévu, comme sur le site de Beaucaire, de renforcer cette vérification : Les cuves feront l'objet d'un asservissement de pompe qui stoppera le remplissage en cas d'atteinte de niveau haut grâce à des détecteurs avec lames vibrantes et tube prolongateur pour liquides. Cette action est de nature à supprimer le risque de débordement (sous réserve de la fiabilité du dispositif mis en place), mais aucune date d'installation n'est précisée.

La probabilité d'un débordement de cuve lié à un remplissage excessif paraît donc extrêmement faible. De plus, dans l'éventualité où une cuve déborderait, le liquide (huiles usées, eaux souillées, liquides de refroidissement) coulerait dans la cuvette de rétention associée à la cuve, et non dans le milieu naturel.

#### Incendie – Rejet des eaux d'extinctions d'un incendie :

Aucune étude de dangers n'a été réalisée pour cet établissement ancien, dans la mesure où il bénéficie du droit d'antériorité. Mais une notice de dangers portant sur l'ensemble des installations de l'établissement a été réalisée en septembre 2010, dans le cadre d'un projet de modification de certaines des installations existantes ayant abouti à la mise en place des 6 cuves de 65 m<sup>3</sup> exploitées à ce jour.

Cette évolution des capacités de stockage d'huiles usées a conduit à l'envoi d'une fiche de porter à connaissance de l'inspection des installations classées au maire de la commune d'Étoile sur Rhône en janvier 2011, compte tenu du fait que la zone du flux thermique dépassant 3 kW/m<sup>2</sup>, lié aux scénarios étudiés, s'étend légèrement au-delà des limites du site. Ses données essentielles sont les suivantes :

L'absence d'élément probabiliste dans la notice de dangers de l'exploitant conduit à adopter une fréquence d'occurrence des phénomènes dangereux de D (entre 10<sup>-4</sup> et 10<sup>-5</sup> par an) ; les distances figurant dans le tableau ci-dessous sont celles visualisées côté Sud du site :

phénomène dangereux	Commentaire	Type d'effet	Effets létaux significatifs	Effets létaux	Effets irréversibles	Cinétique	Origine des distances d'effet
1	Incendie rétention n°1	Thermique	8,50 m	13 m	18 m	Rapide	Bord de rétention
2	Incendie rétention n°2	Thermique	7,60 m	11 m	15 m	Rapide	Bord de rétention

3	Incendie poste de chargement/déchargement	Thermique	5,60 m	10,9 m	16,40 m	Rapide	Bord du poste de chargement/déchargement
<p>Lors de l'inspection, la très faible probabilité d'occurrence d'un incendie au niveau des cuves de stockage d'huiles usées a été soulignée. Ceci étant, d'après les données ci-dessus, <b>elle n'a jamais été déterminée.</b></p> <p>Notons que le propriétaire du terrain légèrement impacté par les effets thermiques dépassant 3 kW/m<sup>2</sup> a constitué un merlon de protection en terre en limite de son terrain, en face les cuves.</p> <p>L'exploitant a signalé que les cuves et leurs équipements associés (canalisations, brides, vannes...) étaient vérifiés en interne au moins annuellement. Il a transmis à l'inspection 6 fiches de contrôle des cuves en place. Ces fiches datent du 9 mars 2023, les contrôles portent notamment sur la robe (absence de déformation, de signes de fuites...), le toit (piquages, soudures, absence de colmatage des grilles d'évents...), le fond, la jauge, la rétention associée : Aucune non-conformité n'a été découverte.</p> <p>L'inspection s'interroge sur les différentes sources possibles d'un incendie dans le site, par exemple la foudre, les installations électriques, mais aussi, en dehors des heures ouvrées, la présence des 2 camions de collecte à l'intérieur du bâtiment de dépotage. Ce bâtiment est connexe à la rétention dans laquelle les cuves de stockage se trouvent. Qu'en serait-il en cas d'incendie au niveau de ces camions ?</p> <p>Rappelons que par lettre préfectorale du 4 mai 2021, il avait été pris acte de la déclaration de la société VOLLE (ancienne société d'exploitation du site reprise par la société CHIMIREC-SOCODELI) portant sur l'exploitation des installations du site dans le respect des meilleures techniques disponibles figurant dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, en particulier d'une réflexion en cours sur <u>la possibilité de confiner sur le site une éventuelle pollution</u>.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas, jusqu'à ce jour, eu connaissance des fruits de cette réflexion.</p> <p>La prescription examinée impose « <i>Des procédures et des dispositions techniques pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues notamment au rejet d'eau anti-incendie</i> », et <u>il n'y a pas de bassin de confinement d'eaux d'extinction incendie</u>.</p> <p>L'inspection constate donc que cette prescription n'est pas respectée, que l'exploitant ne bénéficie pas d'une dérogation à cette prescription, et qu'il n'en a pas demandé.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Présenter à monsieur le Préfet de la Drôme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Soit une étude portant sur des travaux de régularisation : Réalisation d'un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement des eaux d'extinction d'un incendie, dont la capacité globale sera justifiée ;</li> <li>– Soit une demande de dérogation argumentée (étude des différents scénarios d'incendie possibles, descriptif des mesures de prévention et de lutte contre un incendie, détermination de la probabilité d'occurrence et des conséquences environnementales notamment).</li> </ul> <p><b>Proposition de délais : 3 mois</b></p>							